



Karl Marx a dit un jour : «*Quand un peuple, dans sa totalité, éprouve de la honte devant les injustices commises, il est déjà bien près d'avoir accompli un acte révolutionnaire.*»

C'est mû par cette honte, nourrie par le hirak, que j'interviens dans cette rubrique pour exprimer ma réaction à l'insoutenable légèreté avec laquelle les autorités publiques envisagent aujourd'hui, de remplacer, subrepticement, le français par l'anglais à l'université.

Il va sans dire que les langues d'enseignement figurent parmi les questions dont la nature est politique mais qui, au demeurant, dépassent le strict cadre des politiques de formation scolaire et universitaire. En effet, parce que ces langues d'enseignement sont l'expression d'un enjeu éminemment sociétal, elles ne sauraient, par conséquent, être adoptées sans susciter le débat qu'elles méritent de connaître. Une langue n'est pas seulement un outil de communication.

Elle exprime une mémoire, une histoire, une civilisation, un schéma de valeurs et comme l'affirmait Gramsci, la langue contient «*les éléments d'une conception du monde et d'une culture*». De ce point de vue, toutes les langues se ressemblent.

Et si d'aventure une posture suspicieuse serait exprimée l'égard de l'une d'entre elles, en toute bonne logique, toutes devraient être, alors, suspectées. Mais en fait pourquoi ce soupçon ? Et de quoi une langue pourrait-elle être soupçonnée ?

Qui empêcherait alors de trouver dans cette posture de vouloir faire disparaître le français au profit de l'anglais (pourquoi pas l'américain ?) une sorte d'abdication linguistique au profit d'un éventuel assujettissement économique ? Ou encore une idéologie nouvelle propre à une

nouvelle classe dirigeante ?

Ou enfin, une sorte d'auto-colonisation qui, pour l'instant, ne dit pas son nom ? Une abondante littérature nous enseigne que l'enfer de n'importe quelle langue peut être un pavé de bonnes intentions. Chacune porte, intime, l'empreinte de ses locuteurs.

C'est dire que l'usage que l'on fait d'une langue nous libère, ou au contraire nous aliène. Tout se passe comme si les langues dans nos écoles, comme dans nos universités, sont choisies en fonction du seul rapport idéologique et souvent démagogique que le pouvoir établit avec elles.

Vouloir, au pied levé remplacer, par «coquetterie», par «caprice» ou simplement par la «ruse» une langue par une autre, nous renseigne sur la manière avec laquelle le pouvoir continue de mépriser l'élite intellectuelle du pays ou le peu qu'il en reste. Pour éviter de prendre, seul, la décision de remplacer une langue déjà conquise par une langue à conquérir, le pouvoir préfère associer une opinion publique, par définition anonyme, en l'invitant à s'y prononcer au moyen d'un sondage affiché sur une page facebook.

Cette manière de faire, toujours identique à elle-même, nous renforce dans notre conviction que chaque projet conçu par le pouvoir pour l'université, loin de ses enseignants et de ses étudiants, n'est jamais autre chose que l'effet cumulé de la bureaucratisation et de la diminution des capacités de résistance dans lesquelles se trouvent être, actuellement, l'université qui, depuis longtemps, s'est mise dans l'oubli d'être un lieu d'autonomie individuelle et d'émancipation citoyenne.

C'est depuis longtemps que cet oubli se nourrit, goulûment, de nos incapacités d'agir ensemble, en tant qu'enseignants, chercheurs et étudiants également. Parce que mis dans une situation de désarroi collectif, chacun devient en somme l'entrepreneur, isolé, de son propre asservissement.

Sans relâche, même par temps de hirak, le pouvoir semble poursuivre sa conspiration permanente contre l'université. Il continue de semer la discorde même entre les langues, là où partout ailleurs elles trouvent dans l'espace universitaire le lieu d'expression naturel de leur concorde.

Même dans un pays fermé, l'université reste ouverte aux langues pour se rencontrer, pour se croiser et même se mélanger pour être, en quelque sorte, l'Esperanto du savoir et de la connaissance, car aucune n'est étrangère dans cet endroit où par essence elles sont toutes chez elles.

Exclure une langue de l'université, c'est accepter sans état d'âme, mais surtout sans scrupules, de rendre inéluctable sa provincialisation. L'existence, cependant, d'une université ne doit absolument rien à aucune langue.

C'est par la qualité de ses enseignements et de ses productions que chaque université se donne la seule langue qui dit fidèlement ses vraies compétences, comme ses réelles incompétences.

L'université algérienne a surtout besoin, aujourd'hui, de se débarrasser d'un tropisme conservateur qui l'a toujours rongée de l'intérieur : la présence du pouvoir y est inquisitoriale.

Notre société n'a plus besoin d'être saccagée plus qu'elle ne le fut. Elle a besoin de panser ses nombreuses blessures qu'un passé fortement tourmenté n'a pas manqué de lui infliger. Si le hirak, aujourd'hui, semble chaque vendredi ouvrir un peu plus le ciel à ses joyeuses et bruyantes prières, le présent ne doit plus désormais lui échapper.

<https://www.elwatan.com/pages-hebdo/etudiant/remplacer-une-langue-conquise-par-une-langue-a-conquerir-10-07-2019>